COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1985 — N° 318 — PRIX ANTILLES : 2 F 50 FRANCE : 3 F

Editorial

GUADELOUPE : L'INTERVENTION ARMÉE DES POLICIERS NOIRS ET BLANCS : UN PRETEXTE POUR MATER LA POPULATION PAUVRE

Gendarmes mobiles, CRS, policiers noirs du commissariat de Pointe-à-Pitre, ont de nouveau voulu fouiller et perquisitionner dans les quartiers de Lacroix, Boissard, et Terrain-Sonis.

Ils affirment être à la recherche de jeunes truands, mais c'est surtout après Thimalon qu'ils s'acharnent.

Mais voilà, la population ne l'entend pas de cette oreille, et à plusieurs reprises, elle a aidé Thimalon à s'échapper.

Les responsables de la police, le sous-préfet de Pointe-à-Pitre, ont choisi de faire prendre de gros risques à la population, et ils veulent en quelque sorte punir celle-ci à cause de l'accueil qu'elle fournit à Thimalon et des sentiments favorables qu'elle nourrit à son égard. Tous ces représentants de l'administration, en envoyant leurs policiers tirer à la mitraillette en plein jour, prennent le risque de blesser ou tuer des passants, des enfants. . .

Cette attitude des autorités policières et de la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre, à notre avis, n'est pas fortuite. Ce n'est pas par hasard qu'ils agissent ainsi. Ce n'est pas par hasard que les policiers noirs sont envoyés pour tirer à la mitraillette dans la population des quartiers pauvres, sous le prétexte de faire la chasse aux truands.

Les autorités veulent prendre leur revanche des manifestations de juillet, car elles savent que c'est l'intervention massive des habitants des quartiers pauvres, qui a fait reculer leur administration dans l'affaire Faisans.

On se rappelle qu'en 1965, dans le quartier de Ste-Thérèse en Martinique, la lutte de la police contre Marny avait déclenché une véritable émeute dans ce quartier de Fort-de-France.

Aujourd'hui, si les autorités coloniales et policières de Pointe-à-Pitre persistent dans leur volonté de mater la population des quartiers populaires de Pointe-à-Pitre, elles aboutiront au même résultat qu'à Fort-de-France en 1965.

Les gens en place, les notables, le journal France-Antilles, ne peuvent rien comprendre à ce qui se passe dans la population pauvre. Parce qu'ils la regardent du haut de leur mépris de riches et de notables. Et quand un médecin, maire

Suite page 2

Guadeloupe

OPERATIONS POLICIERES MULTIPLES DANS LES QUARTIERS PAUVRES

A QUELQUES HEURES DE LA FUSILLADE, AU PIED DU MORNE UDOL

Après la fusillade qui a eu lieu mardi 24 entre 11 H 30 et 12 H 30, les habitants du quartier Terrain Sonis étaient en émoi et beaucoup étaient en colère.

Lors des premiers coups de feu entendus à l'entrée du quartier, les portes des cases en bois se fermaient. Certaines boutiques fermaient aussi leurs portes. Les gens restaient sur le pas des portes qui étaient entrouvertes.

C'était l'heure de la sortie des écoles et beaucoup d'enfants passaient encore dans les rues.

Au moment où la fusillade était la plus nourrie, mobylettes et voitures s'arrêtaient au niveau du Morne Udol et attendaient ou rebroussaient chemin, leurs propriétaires craignant d'être atteints par une balle perdue.

Lorsque les coups de feu s'arrêtèrent, les gens du quartier, surtout des jeunes, sortirent de toutes les

Suite page 2

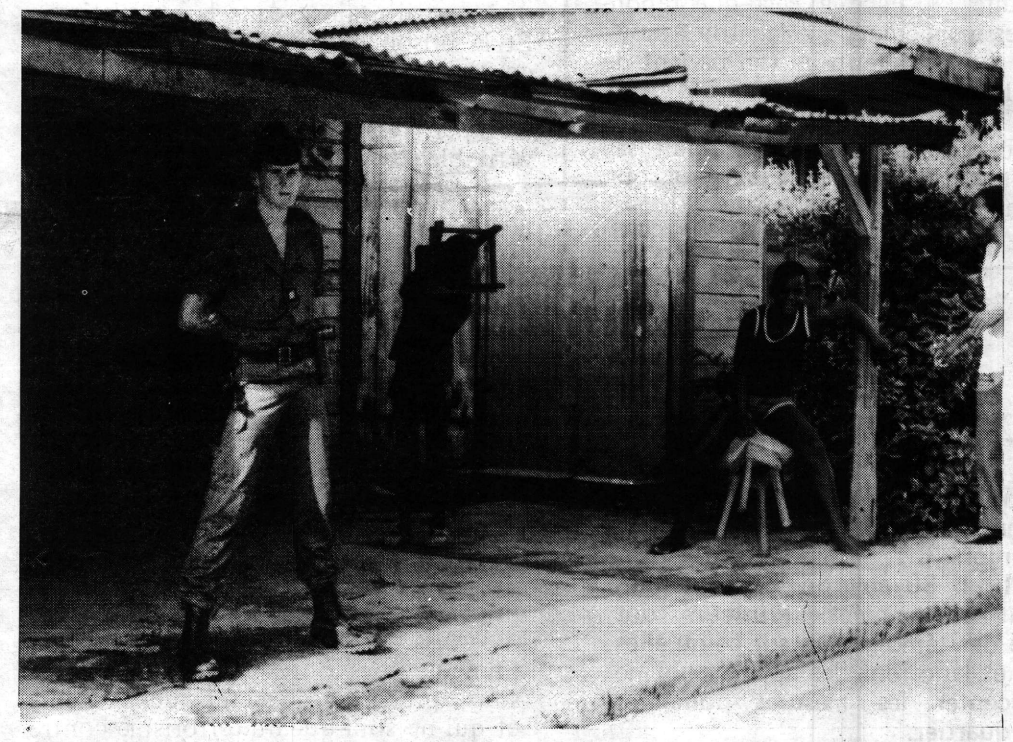


Photo Geber

FUSILLADES A LA MITRAILLETTE AU CENTRE DE BOISSARD

Dans la journée du lundi 23 septembre, en plein centre de Boissard, trois inspecteurs de police font le guet, cachés derrière une 205 Peugeot. Ils attendent quelque chose, peut-être Thimalon ou Lancrerot. Thimalon arrive à moto et passe à proximité d'eux, sans les voir.

Et c'est à ce moment qu'à la mitraillette, on ouvre le feu sur Thimalon. Ce dernier réussit à s'enfuir, mais les impacts de balles

Suite page 2

Martinique

LES ELECTIONS APPROCHENT LES POLITICIENS S'AGITENT

Actuellement dans les états-majors, les grandes formations politiques locales préparent activement les prochaines élections.

Et si l'on en juge à travers la presse dans les deux principales organisations qui se réclament de la gauche martiniquaise, le principal problème qui se pose à eux est de trouver le meilleur moyen de recueillir le maximum de voix et donc de se partager les places. Car bien que le gâteau soit tout de même conséquent avec 4 places de députés, 2 de sénateurs, et 41 de conseillers régionaux, on n'en a jamais assez.

Aussi le débat a-t-il été lancé dès le mois de mai par le PCM qui propose une liste unique aux 3 consultations qui auront lieu en 1986 dans le but de «garder et renforcer sa majorité au Conseil Régional», d'une part et d'autre part de «conquérir la majorité de la représentation parlementaire» qui « pourra au moins protéger les acquis des travailleurs et parer aux mauvais coups qui ne manqueraient pas», comme le précise le dernier numéro de Justice, organe du PCM.

Quant au PPM, c'est son Secrétaire Général, Camille Darsières qui a ouvert le débat à travers une longue lettre dans la rubrique intitulée «la parole aux militants»,lettre dont les termes sont repris juste après par Louis Crusol. Selon la direction politique du PPM, il faudrait mélanger les 2 formules : liste unique d'un côté, liste séparée de l'autre !

Donc, avoir des listes communes aux législatives et aux sénatoriales et une liste séparée aux régionales

Cela permettrait «aux partis de gauche de préserver la spécificité tout

Suite page 3

A QUELQUES HEURES...

Suite de la page 1

cours par groupes de cinq à six pour aller voir ce qui s'était passé.

Il n'y avait pas eu de panique. Mais les visages étaient sévères. Peu à peu chacun racontait facilement ce qu'il avait vu.

Les impacts de balles qui avaient troué les tôles d'une maison à hauteur d'homme, celles existant sur une boutique étaient un sujet de préoccupation. Certains disaient : «ce sont les forces de l'ordre qui mettent nos vies en danger, celles de nos enfants. Ils font n'importe quoi». D'autres encore disaient même à voix basse : «il faut faire quelque chose. Cette affaire finira mal. Ils vont tuer nos enfants» (en parlant des forces de l'ordre).

FUSILLADES A LA MITRAILLETTE AU CENTRE DE BOISSARD

Suite de la page 1

relevés sont très nombreux.

La population montre sa colère : «Tini l'école ici, Zot té ké pé tué on ti moune !». Face à cela que répondent les inspecteurs : «Man fou à zot ; cé zot qui ka défenn li» (en parlant de Thimalon).

La population de Boissard, révotée devant un tel mépris a fait savoir sa colère aux policiers qui ont dû s'en aller devant les protestations !

TRACT

NI LES MANBLOS, NI LES FLICS NOIRS NE PARVIENDRONT A NOUS MATER

Une fois de plus, les policiers armés comme pour le combat, ont pénétré dans nos quartiers, à la recherche, soi-disant, de Thimalon.

Mais nous commençons à en avoir assez de voir tous ces gens, policiers noirs, policiers blancs, mamblos de toutes couleurs, aller et venir dans nos lieux d'habitation. Lorsque nous avons de véritables problèmes, nous ne les voyons jamais.

Nous sommes pauvres, très pauvres pour certains d'entre nous. La plupart des jeunes sont au chômage. Mais beaucoup d'entre nous qui ont dépassé la quarantaine, licenciés des entreprises, ne retrouvons plus de travail.

Partout, dans toutes les «cours», Zamia, Mon bruno, sur les mornes, Lacrosse, Lacroix, Feret, dans les cités, Mortenol, Henri IV, à Grand Camp, à Lauricisque, dans toute la population pauvre de Pointe-à-Pitre, c'est le chômage, la gêne économique, et la misère !

Alors oüi, nos quartiers fournissent un contingent de plus en plus important de jeunes délinquants plus ou moins durs, plus ou moins décidés à faire n'importe quoi pour avoir un peu d'argent. Alors oui, aujourd'hui, la situation est très grave, les Thimalon ne se comptent pas par dizaines, mais par centaines dans la population. Et la prison ne suffit même plus à les contenir. Alors France-Antilles, le journal fait par les riches pour endormir et tromper les pauvres, orchestre une véritable campagne de presse contre Patrick Thimalon. C'est un appel au meurtre, c'est une justification à l'avance de tout ce que pourrait faire contre lui la police. France-Antilles n'hésite pas à charger le dossier même sans preuve ! Sans se rendre compte de toutes les conséquences qui vont en découler.

Parce que derrière Thimalon, il y a toute une population qui en a marre de la pauvreté, de la misère, du chômage. Nous sommes toute une population qui en a marre de voir les policiers entrer chez nous, casser nos portes à toute heure du jour et de la nuit. L'autre jour, en poursuivant Thimalon, les flics ont tiré sans aucune précaution, se moquant complètement du fait qu'ils pouvaient blesser des gens. Oui, ils sont pressés d'avoir Thimalon, et à n'importe quel prix.

L'autre jour, ils se sont heurtés à des jeunes qui n'étaient pas décidés à se laisser faire, ni à les laisser entrer dans leur quartier.

Alors, que les autorités réfléchissent bien à ce qu'elles veulent faire ! Si elles veulent prendre leur revanche sur les manifestations de juillet, si elles veulent nous mater, nous les pauvres, nous les jeunes, si elles veulent descendre Thimalon, il n'est pas sûr, du tout que dans nos quartiers, cela va se passer tranquillement, sans réaction de notre part. Parce que nous voyo bien que tous les messieurs qui dirige tous ceux qui commandent, les fli les mamblos et tous les policiers à le service, se moquent complètement notre situation. Ils ne répondent aucune revendication concernant quartier. La seule réponse qu'ils save nous faire à chacune de nos dema des, c'est : «vous n'avez qu'à attendre

Alors, à leurs réponses méprisante nous opposons, nous, notre dignité notre fierté, et certains d'entre no bien décidés à les défendre chèremen

Dans certains quartiers d'ailleu nous avons pris certaines disposition surveillance à l'entrée des quartie pour alerter nuit et jour lorsque fli et mamblos arriveront, repérage désignation à la population de to les indicateurs qui informent la polic Comment s'organiser pour riposter toute attaque massive des mambl dans chaque quartier, comment se so tenir d'un quartier à l'autre.

Les quartiers qui ont commencé discuter ce problème et à prendre d mesures pratiques, ont raison de faire, et cela devrait s'étendre da tous les quartiers.

Nous les pauvres, nous les jeun nous ne sommes pas décidés à no laisser mater par les mamblos blan et les flics noirs !

PROTESTATIONS DANS LE QUARTIER

Dès 14 H une quinzaine d'habitants de Terrain Sonis se réunissaient et décidaient d'appeler leur voisins à une réunion.

A 19 h 30 environ 70 personnes se sont rassemblées. Plusieurs ont apporté des témoignages sur ce qu'elles ont vu et lancèrent des appels pour ne pas accepter les mesures policières dans le quartier.

Les habitants du quartier Terrain de Sonis exigent des autorités (préfet, responsables de la police et de l'armée) l'arrêt de toutes les mesures d'intimidation et de répression contre leur quartier.

Déjà l'agression perpétrée contre le quartier a failli causer mort d'homme. De nombreux impacts de balles ont été relevés sur de nombreuses maisons du quartier ! C'est un miracle s'il n'y a pas eu de blessés ou de morts dans la population.

Aussi les habitants exigent l'arrêt immédiat de toutes les mesures prises sous prétexte d'arrêter des voleurs et qui ne sont que du terrorisme contre la population.

Une réunion aura lieu ce soir à l'entrée du Terrain de Sonis à 19 heures 30.

24/09/85 Les habitants de Terrain de Sonis.

LES PERQUISITIONS LE MEPRIS ENVERS LA POPULATION

Le député-maire des Abymes, Frédéric Jalton, se demande «comment les Guadeloupéens peuvent condamner la police qui vient les défendre». L'attitude de la police lors des événements récents à Boissard montre précisément que bien des gens dans la population ont des raisons de se plaindre de la police bien plus que des truands.

Ainsi, le mercredi matin 25 septembre, le quartier a été bouclé dès 5 heures du matin. Mais les premières forces de la gendarmerie étaient là depuis 3 heures du matin. Les gardes-mobiles ont contrôlé les 3 principaux accès de Boissard : 3ème pont, 2è pont et entrée du Terrain Sonis. Espacés tous les 25 mètres, les gardes-mobiles sont arrivés jusqu'au pied du morne Udol, pas plus loin (le morne Udol étant réputé habité par des gens aisés, il ne fallait pas les déranger dès leur réveil).

Dans la portion du (Chemin de fer), il y avait des CRS en tenue de combat, mitraillette au poing, en tout plus d'une centaine d'hommes.

Puis les perquisitions commencent. Les portes des cases sont ouvertes de force avec des pinces. Les injures fusent, à l'encontre des femmes surtout, qui sont en chemise de nuit. Les flics et autres mamblos font des remarques déplacées sur l'état physique des pauvres qu'ils contrôlent. Puis ils abandonnent les maisons, sans même daigner fermer les portes !

Et cela révolte la population : «c'est du vandalisme !» déclare un jeune commerçant de Boissard.

Voilà qui explique mieux que de longs commentaires les raisons de la colère des habitants contre les interventions policières.

SUITE DE L'EDITORIAL

de la commune sur laquelle se trouvent le plus grand nombre de bidonvilles, par ailleurs conseiller général et député, parle des sentiments de la population de Boissard et de Lacroix, il manque singulièrement de pudeur.

Car il est à la tête de tout ce territoire depuis plus de 20 ans. Aujourd'hui le territoire des Abymes a le privilège d'être le plus sale, le plus mal desservi en services publics, le plus mal urbanisé. Et en plus certains conseillers élus de cette commune, invectivent de façon méprisante la population des quartiers pauvres ! ! !

Jalton incrimine les Dominicains, mais lui-même se contredit en s'en prenant ensuite aux Guadeloupéens parce que dit-il — ceux-ci sont complices des Dominicains et les hébergent ! Jalton voudrait-il expulser aussi ces Guadeloupéens...

Propos de notables au dessus de la population, propos mensongers, propos trompeurs !

L'un des gros problèmes, aussi bien dans les villes de Pointe-à-Pitre que Fort de France, c'est qu'une proportion très importante de la population vit dans de véritables bidonvilles comme Boissard, Terrain Sonis, Lacroix, Zamia, Volga - Texaco. . . . dans des quartiers insalubres, inondés en permanence à la moindre pluie, comme la rue Vatable, Fonds-Laugier, etc. . . Mais il n'y a pas que les problèmes de logement et d'habitat. Cette population est mal logée et vit mal parce qu'elle n'a pas de ressources.

Aujourd'hui, le phénomène de la délinquance a pris une importance considérable. Il y a des centaines de jeunes, y compris ceux qui continuent de fréquenter l'école, qui pratiquent le vol, la rapine, l'effraction de domiciles, etc. Ni leur famille, ni la société ne leur offrent d'autres solutions pour faire face à leurs problèmes économiques. Aujourd'hui l'opinion des adultes vivant dans les quartiers pauvres sur les jeunes délinquants ou truands est riguureusement différente de celle des milieux petits-bourgeois aisés ou bourgeois. C'est pourquoi les jeunes truands ou extruands qui évitent d'avoir des problèmes avec la population de leurs quartiers, ne sont pas rejetés par celle-ci. Et c'est pourquoi aujourd'hui une solidarité a effectivement pris naissance dans certains quartiers pauvres entre les jeunes et les moins jeunes, mais aussi entre Dominicains et Guadeloupéens, solidarité qui est prête à faire face à tout ce qui représente l'autorité et la richesse.

L'opinion des gens qui ont vécu les fusillades d'hier dans les quartiers de Terrain Sonis et Boissard, est très claire.

Un journaliste de FR3 interrogeait un homme qui protestait contre l'intervention des policiers. Le journaliste lui demanda : «entre un truand et un policier, qu'est-ce que vous choisissez ?» l'homme a répondu : «vous savez, le truand est un pauvre, et moi aussi je suis un pauvre».

Alors, policiers noirs et mamblos blancs peuvent bien venir, avec ou sans gilet pare-balles, dans le quartier, ils ont eux mêmes créé une situation qui de toute façon se retournera contre ce que les jeunes appellent «le système». Si comme certains policiers le disent, sans même s'en cacher, ils réussissent à abattre Thimalon, il n'empêcheront pas le cheminement d'un sentiment de dignité qui prend forme dans la jeunesse des quartiers, y compris parmi certains truands. Et si les policiers et les autorités coloniales ne trouvent pas une autre solution que d'abattre Thimalon, ils devront ensuite réprimer beaucoup de monde dans ces quartiers populaires. Mais «la paix» ne reviendra pas avant longtemps à Pointe-à-Pitre.

Beaucoup de pauvres commencent à se rendre compte qu'il ne s'agit pas seulement de voler «le système» à la petite semaine, mais qu'il faut le changer pour mettre à la place une société au bénéfice des pauvres.

25 Septembre 1985

Guadeloupe

TRACT DIFFUSE DANS LES ENTREPRISES.

— AVEC EMPLOIS — OU SANS EMPLOI —
— DANS LES CITES OU DANS LES QUARTIERS.
— NOUS SOMMES TOUS DES PROLETAIRES !
ALORS ! SOYONS SOLIDAIRES !

Le 22/09/85

A part la rentrée scolaire, le problè- e qui occupe la «grande presse», rance-Antilles et Radio) c'est l'af- re Thimalon.

Dans la semaine écoulée on a vu à ux reprises des fusillades entre des liciers et Thimalon. La police prend idement le risque de déclencher ces sillades. Elle le prend au risque de re des victimes dans la population.

Le journal France-Antilles écrit ut et n'importe quoi sur Thimalon, risque de créer une véritable psy- ose dans la population. On voit imalon, le même jour et à la même ure dans différentes communes du ys !

Le même France-Antilles titre himalon, ENNEMI public N° 1». est un appel au meurtre ! France- ntilles fabrique un dossier à un jeune uand de 25 ans qui a écrit qu'il n'a mais tué personne et n'a volé «que système» !

C'est peut-être à cause de cela ue France-Antilles cherche à monter pinion publique contre lui !

En tout cas nous travailleurs savons en que France-Antilles n'a jamais é du côté des pauvres, des exploités. est un journal qui appartient à un des mmes les plus riches de France I. Hersant) aux idées d'extrême droi- ! comme LE PEN ! C'est un journal i prend plaisir à humilier les Noirs !

C'est pourquoi la première page ce journal ne présente que les vols, viols, les assassinats avec la photo tous ces jeunes qui ont fait des bê- ses. Mais jamais France-Antilles ne di- pourquoi il y a tant de jeunes qui ombent».

L'administration ne peut même us garder des truands dans la prison ! ellement il y en a ! Pourquoi tant de unes tombent-ils dans la délinquance, vol, la drogue ?

Mais nous travailleurs plus âgés ous avons la réponse ! Nous-mêmes quel est actuellement notre sort ? Quelles sont aujourd'hui nos craintes ? De quoi avons nous peur ? Du chômage bien sûr ! Des licenciements !

Alors quelle est la perspective pour un jeune aujourd'hui ? Où sont les emplois créés pour lui ?

Les riches ont décidé de ne plus investir leur argent dans la production. Parce que cela ne leur rapporte plus autant qu'avant. Résultat : fini le sucre fini, le bâtiment et enfin même le commerce et le tourisme sont menacés.

Nous qui sommes en majorité plus âgés ou plus raisonnables que les jeunes truands et délinquants, nous croyons qu'en étant bien gentils, bien tranquilles, nous allons «sauver notre emploi» !

Illusion ! Le chômage progresse les licenciements continuent ! Que serons-nous demain ? Que ferons-nous demain ? Nos enfants ne deviendront-ils pas eux aussi des délinquants ? Qui le sait ?

Alors, aujourd'hui, il faut nous trouver du côté de la population qui refuse de voir les flics et les mamblos faire la chasse à l'homme dans leurs quartiers.

Car demain, c'est peut-être nous ou nos enfants qui seront le gibier des mamblos. Alors, n'écoutons pas ce torchon raciste et dégoutant qu'est le journal France-Antilles.

Pour avoir notre propre idée de la situation, discutons nous-mêmes avec les gens des quartiers concernés (Vieux-Bourg, Ferret, etc. . .). Mais surtout, sachons que demain nous aurons nous aussi à nous battre, pour défendre nos intérêts, contre ces mêmes mamblos et flics. Alors nous aurons besoin du soutien de tous nos frères !

Parce que nous finissons bien par comprendre que c'est en nous battant que nous arracherons des concessions aux capitalistes qui nous exploitent.

Martinique

LA CGTM MANQUE-T-ELLE D'IMAGINATION OU DE VOLONTE DE LUTTE ?

La CGTM fait feu de tout bois en matière de propositions de communiqués et de déclarations. Depuis qu'elle siège au Conseil Economique et Social, elle veut bien montrer que la régionalisation, ça a du bon. D'où toute cette série de déclarations, du haut de la Tribune du Conseil Economique et Social.

L'une des dernières en date a pour objet la relance de l'industrie du Bâtiment et des Travaux Publics. Que propose donc la CGTM face aux licenciements de plus en plus nombreux aujourd'hui, face aux menaces de licenciements qui pointent à l'horizon ?

Eh bien, elle «suggère au bureau du Comité Economique et Social de soumettre à la Région» un certain nombre de propositions dont la construction «déjà programmée» de la maison d'arrêt.

Ainsi, le principal syndicat de la Martinique est tellement collé aux décisions des institutions, assemblées, ou organismes qu'il se trouve réduit à les reprendre purement et simplement, sans aucune critique ni aucun commentaire !

Écoles, hôpitaux, logements, centres aérés, tout cela fait cruellement défaut à la population. Mais ils ne font pas partie des constructions pour lesquelles la CGTM «mettra tout en œuvre pour mobiliser tous ses membres» !

EXTRAIT DU BULLETIN «HAUTE TENSION» (EDF Martinique)

LA LUTTE. . . A DU BON

Enfin, le déménagement de la section contentieux a commencé et ce n'est pas trop tôt.

En effet, depuis le temps que nous faisions savoir nos mauvaises conditions de travail, la direction faisait la sourde oreille pour ne pas dépenser.

Il a fallu que nous manifestions notre mécontentement et créions un rapport de force favorable pour qu'elle accepte de nous reloger de manière passablement correcte dans les anciens locaux des contrôleurs au siège social.

Martinique

LES ELECTIONS APPROCHENT. . .

Suite de la page 1

en leur offrant la perspective d'une notion comme dans le cadre d'un contrat de majorité».

Le but de la chose «étant de poursuivre l'œuvre de responsabilité», selon le PPM.

Apparemment, d'un côté comme de l'autre les arguments se tiennent.

Mais liste commune ou séparée, là n'est pas le véritable problème. La seule question qui se pose est de savoir quel est le crédit que les travailleurs, les jeunes, les chômeurs accordent encore à ceux qui, aujourd'hui se réclament de la gauche.

Car depuis Mai 1981, rien de bien important n'a changé, malgré toutes les promesses : bas salaires , licenciements, chômage, tout cela a continué de plus belle, comme du temps de Giscard !

Alors, en ce qui concerne ces propositions du PCM ou du PPM, rien de bien fondamental ne les différencie. Car listes uniques ou pas, le seul problème est de savoir comment attraper les voix de la population dans les «ratières» électorales que l'on commence à poser.

Aux travailleurs de se souvenir des promesses de tous ces messieurs et de ne pas en être dupes.

DERNIERE HEURE

Communiqué (26/09/85)
A PROPOS DE L'AFFAIRE THIMALON.



Certains journalistes ont affirmé ue Combat Ouvrier appelle la popula- on «à soutenir des truands» et à les éfendre contre la police.

Mais le maire des Abymes, le doc- eur Jalton, donne lui-même l'ex- lication de la situation réelle quand, la télévision, il se déclare «sidéré» ar le fait que la population de Bois- ard et de Lacroix rejette l'intervention e la police et offre un refuge à cer- ains truands !

Les policiers, y compris le policier lessé à l'hôpital, ne disent pas autre hose. Ils constatent que quelque hose a changé dans la population e Boissard et des quartiers popu- laires. Ce n'est pas Combat Ouvrier qui a appelé la population à donner un refuge aux jeunes truands, mais c'est les pauvres du quartier qui estiment qu'il y a moins de différence entre eux et les truands qu'entre eux et les forces de répression.

Dès lors, chacun choisit les siens ! Que cela plaise ou ne plaise pas aux journalistes, aux notables, nous nous trouvons dans le camp des pauvres, de toute cette population que différentes forces de police noires ou blanches traitent avec mépris, cassant les portes de leurs maisons à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, tenant à leur égard des propos ordu- riers et méprisants.

Alors, aujourd'hui, comme d'habitude, quand les pauvres ont résisté, ne se sont pas laissés faire, les autorités, les notables, les journalistes, les policiers, tout ce monde commence à dire que des opérations de police ne règleront pas le problème. Et comme chaque fois dans ces cas-là, après avoir sorti la matraque et la mitraillette, on consent à faire quelques améliorations matérielles du sort des pauvres. Là, pour Boissard et Lacroix, on va construire quelques logements pour faire disparaître ces quartiers, ferments de révolte.

Mais là encore, même si le logement s'améliore, le fond du problème c'est que la majeure partie des habitants des quartiers populaires de Pointe-à-Pitre est dans une situation de plus en plus insoutenable sur le plan économique. Et les licenciements et le chômage qui grandissent sont des pourvoyeurs de la misère.

Non, messieurs les notables, journalistes bien-pensants, préfet et chef de police, vous n'avez pas la solution de ce problème là ! C'est un problème social, qui ne se résoudra que par la lutte sociale.

Et si les pauvres dans les quartiers se sont retrouvés avec les jeunes armés, et pas seulement des truands, comme vous faites semblant de le croire, c'est qu'ils se rendent bien compte qu'on veut les mater pour les contraindre à accepter leur misère sans protester. Vous savez bien que ce qui est en jeu, ce n'est pas Thimalon ni Lancrerot. Ce qui a «sidéré» Jalton, c'est que quelque chose de nouveau nait dans la conscience des pauvres. Ils ne veulent plus, en plus de la misère, que les gardiens de l'ordre des riches, viennent nuit et jour les bousculer chez eux.

La population a fait savoir que ses quartiers n'étaient pas un terrain de chasse à l'homme. Alors ! Que les policiers et autorités en tous genres ne s'inquiètent pas hypocritement sur le sort des gens face aux dangereux truands. La population des quartiers en question saura ou apprendra à mettre elle-même de l'ordre chez elle.

Mais une telle idée, une telle perspective, est incompréhensible pour les cerveaux de ceux qui ne regardent les pauvres qu'avec condescendance ou mépris.

Pour la Direction Politique de C. O.

Gérard SENE.

Guadeloupe

LAMENTIN : DEUX ECOLES DE SECTION ONT DU DIFFERER LA RENTREE.

La municipalité mise en cause.

Dans la commune du Lamentin en Guadeloupe la rentrée scolaire ne s'est pas effectuée sans problème, loin s'en faut.

Ainsi à l'école maternelle de la section Vincent les parents d'élèves ont refusé de confier leurs enfants aux maîtresses du fait de l'insécurité qui régnait dans l'école et de graves dangers auxquels ceux-ci étaient exposés.

Le jour de la rentrée, c'est-à-dire le Vendredi 20 septembre, les travaux de réfection entrepris pendant les vacances n'étaient pas achevés. Ce qui menaçait le plus les enfants c'étaient les fils électriques dénudés qu'il y avait dans toutes les salles de classe.

S'en étant rendus compte, les parents ont donc sur le champ décidé de refuser la rentrée dans de telles conditions. En accord avec la directrice et les maîtresses ils ont tout de suite informé le maire, le Docteur G. Dagonia qui, semble-t-il, s'est montré peu courtois à leur égard. Toujours est-il que cette prise de position des parents obligea la municipalité à faire vite, c'est ainsi que dès le mardi 24 septembre les classes avaient changé d'état et devenaient plus ou moins fonctionnelles, ce qui a permis l'ouverture de l'école le même jour.

Cependant par manque d'information seule une partie des élèves a été accueillie. La véritable rentrée n'aura lieu finalement que le jeudi 26 septembre.

A la Rozière c'est devant les travaux d'entretien et de réparation également inachevés que parents et maîtres se sont retrouvés le vendredi 20 septembre.

A leur arrivée à l'école, la cour était complètement inondée, les salles étaient inutilisables du fait précisément des travaux, et l'école ressemblait plus à un vaste chantier qu'à un bâtiment destiné à accueillir des élèves.

Face à cela, parents, maîtres et élèves décidèrent de ne pas effectuer la rentrée et d'aller chercher le maire qui, plutôt gêné, annonça la fin des travaux dans une semaine.

Au moment où nous écrivons, la rentrée n'a toujours pas eu lieu à l'école de la Rozière.

Ce n'est pas la première fois que la municipalité du Lamentin se trouve face à de tels problèmes scolaires. L'an dernier c'est à l'école maternelle de Pierrette que les parents et les maîtres avaient dû agir pour obtenir l'amélioration des conditions de travail et d'hygiène.

Nombreux sont ceux qui dans la population, se demandent si cette municipalité composée d'une majorité de «socialistes» se soucie vraiment des enfants et de leur scolarité.

RENTREE SCOLAIRE

une occasion pour certains de rançonner une partie de la population.

Avec la rentrée scolaire, c'est une occasion en or pour certains de dépouiller encore plus les parents, et particulièrement ceux qui n'ont pas beaucoup de moyens et qui doivent consacrer une part importante de leurs salaires à l'achat de fournitures scolaires.

— C'est ainsi par exemple qu'un cahier de 140 pages vendu 4,50 F dans un libre service du Moule est vendu 9,00 F dans un supermarché de Pointe-à-Pitre. Ce n'est pas la même marque mais tout de même.

— Autre exemple : un sac d'écolier vendu 100 F, au début septembre coûte aujourd'hui 210 F.

— Si vous avez besoin d'un protège cahier dans tel autre magasin spécialisé dans la vente d'articles scolaires et de bureau , vous êtes obligés d'en acheter 5 parce qu 'on ne les vend pas par unité.

Ces trois exemples pris au hasard montrent comment la rentrée scolaire grève le budget des parents et surtout comment certains en profitent pour rançonner une partie de la population.

MEXIQUE

TREMBLEMENT DE TERRE

une catastrophe naturelle, mais aussi des responsabilités humaines.

Un très violent tremblement de terre s'est produit au Mexique le jeudi 19 septembre. Deux secousses ont eu lieu, la première d'une magnitude 8,2, la seconde de 7,8. L'épicentre du séisme était à quelque 300 km à l'ouest de la capitale Mexico.

Cette capitale est construite dans une cuvette entourée de montagnes, ce qui semble-t-il a encore aggravé les conséquences du séisme. Des centaines d'immeubles se sont effondrés, ensevelissant des milliers de gens. Il y aurait 3.000 morts, mais sans doute beaucoup plus, car de nombreuses personnes restent encore sous les décombres.

Ce tremblement de terre avait été prévu depuis plusieurs mois par une équipe de chercheurs des USA, mais l'état des connaissances scientifiques actuelles ne leur avait pas permis de dater de façon précise la catastrophe à venir.

Certes il est impossible «d'éviter» un tremblement de terre, et c'est la violence de celui-ci qui tient la première place dans les responsabilités des décès et des destructions. Mais les constructions elles-mêmes jouent également un rôle. Certaines, solides, résistent, d'autres, construites à la «va-vite» et mal adaptées à un pays où les risques sont élevés, s'effondrent tuant des milliers d'hommes. C'est un peu ce qui s'est produit à Mexico. La plupart des constructions qui se sont écrasées sont des logements de type HLM, ou des constructions édifiées il y a quinze - vingt ans, certainement très vite et sans soucis de solidité pour répondre à l'énorme accroissement démographique de la capitale et en tirer du profit. Les constructions anciennes, plus solides, et la plupart des immeubles modernes de luxe sont restés debout.

Mexico est une ville énorme. Avec plus de quinze millions d'habitants aujourd'hui, elle pourrait devenir en l'an 2.000 la première ville du monde pour sa population. Elle est la capitale d'un pays pauvre, et cette hypertrophie de la capitale par rapport au reste du pays est justement caractéristique des pays sous développés : en effet, la population des campagnes, misérable, souffrant de multiples privations, a tendance à venir se regrouper autour de la ville principale, où elle espère trouver du travail, ou au moins ne pas mourir de fain.

Mais la capitale est aussi le lieu où se traitent toutes les affaires, le centre



où vivent et travaillent hommes d'faires et fonctionnaires, bourgeois petits bourgeois, alors que le reste pays n'est en général que villag pauvres et petites villes asphyxié

D'où la croissance extrêmeme rapide d'une capitale comme Mexi énorme, construite en dépit du b sens, avec des immeubles qui pousse de tous côtés, sans règles d'urbanisn par des affairistes qui cherchent seu ment à s'enrichir facilement en joua sur les constructions à bon marché la crise du logement.

Dans une ville construite de faç rationnelle, avec des quartiers aé et des avenues, les effets du tremb ment de terre, malgré sa violen auraient été moins destructeurs. Da une ville comme Mexico cela s'c soldé par 3.000 morts, peut-être double, ou plus encore.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de ..... mois.
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
ci-joint la somme de ..... F règlement par chèque adressé à Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
COMBAT OUVRIER
S/C Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97156 POINTE-A-PITRE CEDEX
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à
COMBAT OUVRIER
M. DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
51728

Guadeloupe

ELF GRAND CAMP : LES TRAVAILLEURS CONTINUENT LEUR MOUVEMENT DE GREVE

Les travailleurs de Elf-Grand-Camp continuent toujours leur grève au moment où nous écrivons. Ils en sont donc à plus de quinze jours de grève.

Rappelons que la grève a commencé suite à la tentative faite par le gérant de licencier l'employée chargée du bar attenant à la station. Les travailleurs de Elf n'ont pas accepté que l'un des leurs soit congédié sans réagir.

Il faut signaler en outre que le gérant entendait procéder à ce licenciement en piétinant toutes les règles en la matière. Il faut également ajouter que ceux de Elf avaient la coupe pleine du comportement méprisant et arrogant du gérant à leur égard. Ils en avaient assez aussi de ses mesquineries et de ses croyances dans les forces occultes. Eh oui, ce gérant a à son service un quimboiseur qui, semble-t-il, est grassement payé, et qui à maintes reprises est venu à la station procéder à des arrosages de «bains composés» destinés vraisemblement à protéger le gérant, de quoi, ceux de Elf Grand-Camp se le demandent.

En tous cas tout quimboiseur qu'il est son «gadè d'zafè» n'avait pas prévu la réaction des travailleurs et encore moins qu'ils allaient demander son départ à lui le gérant.

Et c'est ainsi que face à l'impuissance des forces maléfiques, et le diable ou Satan l'ayant délaissé, notre gérant a eu recours récemment à la justice «humaine». Il a substitué ou ajouté au quimboiseur des juges en chair et en os pour tenter de se débarrasser des travailleurs ou les forcer à reprendre le travail. Pour l'heure les travailleurs ne connaissent pas le verdict du tribunal.

Mais notre gérant qui croit simultanément en Satan, en Dieu et en la justice officielle risque bien de s'apercevoir que la détermination et la volonté de se battre jusqu'au bout des travailleurs constituent une force contre laquelle ni Dieu, ni Satan ni la justice ne peuvent rien. Et loin de venir à bout des travailleurs c'est bien lui le gérant qui sera contraint de faire sa valise et d'y mettre tous ses «bains» et ses potions magiques. Car les travailleurs exigent qu'il parte pour reprendre le travail !